

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 01/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX - ELG

183 rue des Cornaillères
Agence Centre et Pays de la Loire CS 10065
45650 Saint-Jean-Le-Blanc

Références : IC250493
Code AIOT : 0010006060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement CEMEX - ELG implanté La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale relative à la qualité des remblais

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX - ELG
- La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers
- Code AIOT : 0010006060
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELG exploite une carrière de calcaires de Beauce au lieu-dit « La Fosse Aubert » sur la commune de BEAUVILLIERS.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---|--|-----------------------|
| 7 | Tonnages de déchets inertes | Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 1.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 8 | Accueil des remblais | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Acceptation préalable - procédure | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet |
| 2 | Document d'admission | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Sans objet |
| 3 | Les déchets non admis en carrière | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 | Sans objet |
| 4 | Contrôles à réception | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 | Sans objet |
| 5 | Traçabilité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III | Sans objet |
| 6 | Stabilité physique des terrains | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acceptation préalable - procédure

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable - procédure |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 31/07/2025 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un document d'acceptation préalable (DAP) unique relatif aux déchets inertes externes.</p> <p>Ce document d'acceptation préalable est signé annuellement par les producteurs de déchets inertes et les transporteurs des déchets inertes. Il indique les coordonnées du producteur et transporteur et apporte des renseignements sur le chantier (localisation précise et référencement ou non dans la base de données SIS) et des précisions sur l'identification du matériau (terres inertes, mouillées, blocs ... etc. en lien avec les codes déchets). Le document précise également les prévisions du tonnage à apporter, la durée estimée du chantier et sa date prévisible.</p> <p>Ce document est par ailleurs un document d'engagement tripartites dans lequel le producteur s'engage à fournir plusieurs justificatifs si le chantier est connu comme étant contaminé notamment.</p> <p>Ce document est valable pour une durée maximale de 1 an et correspond généralement à plusieurs déchargements.</p> <p>Le tonnage de chaque camion est enregistré dans le logiciel Productys 1006.</p> <p>Une alerte informatique automatisée prévient l'exploitant en cas de dépassement du tonnage indiqué dans le bon d'acceptation préalable. Les camions sont alors refusés en cas de DAP non valide. L'inspection a pu vérifier plusieurs DAP refusés. Ces documents sont archivés par l'exploitant.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé plusieurs documents d'acceptation préalable (DAP). Ces DAP n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Aussi, afin de pouvoir recueillir les déchets non dangereux inertes ne répondant pas aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014, l'exploitant a établi une procédure spécifique. Ces déchets dénommés K3+ ou K3 doivent faire l'objet d'une validation auprès du service commercial avant la première livraison via un document d'acceptation préalable. Par le DAP, le fournisseur (producteur du déchet) s'engage à : fournir le plan de maillage du site, les analyses des matériaux</p> |

reconnus comme non contaminés, renseigner sur chaque bon de décharge la référence et profondeur de la maille et amener des matériaux conformes aux spécifications définies transportées dans des camions conformes. Ces déchets seront ensuite entreposés sur l'aire de stockage temporaire puis mis en remblai si les résultats d'analyses effectués sont conformes. L'exploitant a précisé que cette procédure a été mise en place afin d'accueillir les déchets du Grand-Paris et a transmis à l'inspection la liste des déchets K3 et K3+ analysés.

Sur le terrain, l'exploitant a présenté l'aire de stockage temporaire des terres susceptibles d'être contaminées. Celle-ci est non délimitée et non balisée. L'exploitant a précisé que les déchets ne restaient pas longtemps, jusqu'à réception des résultats d'analyses. Il a indiqué que cette zone se déplaçait en fonction de l'avancée du remblaiement. Sur site, l'inspection a constaté que ces tas de terres ne contenaient pas de déchets non inertes (déchets verts, plastiques, métaux, etc ...).

L'exploitant a présenté une liste des chantiers qu'il refuse en raison d'une mauvaise qualité des déchets inertes.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Document d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Document d'admission

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Inspection du 31/07/2025 :

Avant la livraison ou lors de la première d'une série de livraisons, l'exploitant dispose d'un document d'acceptation préalable (DAP) obtenu par le service commercial qui indique :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets (localisation précise du chantier de production des déchets, référence cadastrale et n° de parcelle) ;
- l'identification du matériau avec le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en

| |
|--|
| <p>référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets concernée en tonnes (prévision du tonnage à apporter). <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et le transporteur. Sa durée de validité est d'un an au maximum.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant conservait les DAP pendant plusieurs années (au moins trois ans).</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé plusieurs documents d'acceptation préalable (DAP). Ces DAP n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><u>Constat</u> : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Les déchets non admis en carrière

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Les déchets non admis en carrière</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. |
| <p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 31/07/2025</u> :</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a pas constaté de déchets non inertes (déchets verts, plastiques, métaux, etc ...).</p> <p>L'exploitant a précisé que très peu de camions étaient refusés et qu'il ne détenaient pas de registre relatif aux refus de remblais.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une liste de chantiers refusés en raison de la mauvaise qualité des déchets.</p> <p><u>Constat</u> : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Contrôles à réception

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p> |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à réception |
| Prescription contrôlée : [...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. |
| Constats : <u>Inspection du 31/07/2025 :</u> L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un contrôle visuel du chargement est réalisé systématiquement à l'arrivée des camions au niveau du pont bascule via une caméra située en hauteur. Un second contrôle visuel est également réalisé par le conducteur d'engins affecté à la décharge, lors du bennage sur l'aire d'accueil spécifique. Actuellement l'aire de stockage est la zone J19. Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté la présence d'une benne de trie. L'exploitant a indiqué qu'un tri est mis en place sur le site. <u>Constat :</u> Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Traçabilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité |
| Prescription contrôlée : Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. |
| Constats : <u>Inspection du 31/07/2025 :</u> Pour chaque apport extérieur de déchets, l'exploitant détient un bon de réception de déchets. Par sondage, l'inspection a contrôlé le bon de réception de déchets n° 965229905 du 31/07/2025 06:27:00. Ce bon mentionne la provenance des déchets (adresse du chantier), leur destination (ici zone de remblais J19 qui correspond à la zone actuellement remblayée), la quantité en tonnes, le n° de DAP correspondant à la livraison où sont mentionnées les caractéristiques des déchets, les moyens de transports utilisés (adresse transporteur et immatriculation du véhicule). Ce bon de réception de déchets n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection. Toutes les livraisons sont enregistrées sur le logiciel Productys 1006. L'exploitant est en mesure de connaître la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés correspondant aux livraisons des déchets effectuées. L'exploitant a présenté à l'inspection un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. |

| |
|--|
| Constat : Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Stabilité physique des terrains

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité physique des terrains |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.[...]L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Inspection du 31/07/2025 : Concernant la stabilité physique des terrains, l'exploitant a une réelle connaissance des risques encourus. Les risques ont été identifiés dans le Document Unique et sont classés en "risque modéré". Par courriel reçu le 13/08/2025, l'exploitant précise qu' "afin d'assurer la stabilité de la zone de remblaiement, [la société CEMEX-ELG] met en œuvre un certain nombre d'opérations spécifiques, en plus des inspections visuelles quotidiennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Sécurisation et stabilisation du pied de front remblayé : nous mettons systématiquement en fond de fouille sur une épaisseur moyenne d'1m une grave type 0/7 ou 0/10 chaulée provenant de notre installation de traitement. La chaux a pour effet de neutraliser les argiles et d'améliorer la portance du produit. En procédant ainsi, on assure une bonne portance en pied de front. De plus, la chaux est toujours active et agit également sur les matériaux inertes extérieurs qui se retrouvent gerbés par-dessus.</i> • <i>Utilisation du bull pour gérer la zone de bennage : nous utilisons un bull pour pousser les remblais extérieurs et non une chargeuse sur pneu. Le bull est l'engin parfaitement adapté. En effet, sa force de poussage importante permet de faire benner les camions à une distance sécurisée du front et il permet un tassement naturel et efficace (chenillage) en évoluant sur la plateforme. Je vous joins notre consigne bennage où vous trouverez notre mode opératoire entre les pages 22 et 24.</i> • <i>Cloutage de la zone de bennage : une fois que le bull a atteint la cote de réaménagement finale - 70 cm, nous mettons une couche de matériaux issus de pied de tirs, ce qui permet de clouter la zone de déchargement et assurer une circulation sans risques des camions</i> • <i>Gestion des matériaux thixotropes : nous utilisons un adjuvant inerte nommé ISOFINE que nous mélangeons avec lesdits matériaux et qui permet alors de les assécher pour les rendre pelletables et d'assurer ainsi le mode opératoire précédemment décrit. De plus, nous veillons à avoir un mix produit où la part de ces matériaux n'excède jamais plus de 20% du volume reçu quotidiennement.</i> |

- *Eaux souterraines : la cote de fond de fouille autorisée est au-dessus du niveau de la nappe donc ce phénomène est maîtrisé."*

Enfin, l'exploitant rappelle "que le front de remblaiement en matériaux externe est de l'ordre de 10 m, ce qui limite significativement les risques de glissement car le tassement gravitaire naturel opère rapidement, et ceci sans aucune des mesures citées ci-dessus."

Il ressort des documents transmis que l'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts

Enfin, lors de la visite sur le terrain, l'inspection n'a constaté aucun éboulement.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Tonnages de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2004, article 1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Tonnages de déchets inertes

Prescription contrôlée :

[...]

La quantité moyenne annuelle de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 800 000 tonnes/an

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les volumes totaux accueillis sur le site pour les années 2024 et 2025.

Ces quantités correspondent à la quantité d'apports de matériaux extérieurs autorisés conformément à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2004.

La déclaration GEREP effectuée pour l'année 2024 est de 518 000 tonnes soit 259 000 m³, ce qui ne correspond pas à la valeur transmise par l'exploitant le jour de l'inspection.

Constat : La déclaration GEREP effectuée pour l'année 2024 ne correspond pas au volume total accueilli sur le site pour cette même année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Accueil des remblais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Accueil des remblais

Prescription contrôlée :

| |
|---|
| <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 31/07/2025 :</u></p> <p>Le tonnage et les caractéristiques des déchets pour chaque camion sont enregistrés dans le logiciel Productys 1006.</p> <p>L'exploitant est en mesure de fournir à l'inspection la liste journalière des admissions de déchets. Aussi, l'exploitant conserve pour chaque chargement de déchets présenté, un bon de déchargement correspondant à une lettre de voiture.</p> <p>Les camions refusés ne sont pas enregistrés dans le logiciel Productys 1006. L'exploitant a précisé que très peu de camions étaient refusés. Pour autant, l'exploitant a transmis à l'inspection une liste de chantiers refusés pour des raisons de mauvaise qualité des déchets.</p> <p><u>Constat :</u> L'exploitant ne détient pas de registre relatif aux refus de remblais.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |